



# COMPTE-RENDU DES PLÉNIÈRES ET ASSEMBLÉES

## Plénière

### Enjeux économiques et sociaux après la pandémie

La pandémie nous laisse face à une plus grande précarisation des conditions de travail et à une aggravation du problème du changement climatique. De plus, les multinationales du secteur pharmaceutique s'enrichissent grâce aux vaccins.

#### Nos propositions de sortie de cette crise sont :

- la protection et le renforcement de la démocratie face aux politiques et à la progression de l'extrême droite en Europe ;
- un véritable pacte pour le développement durable (le système de production doit être remis en question et, face à l'échec retentissant de la COP 26 à Glasgow, nous devons œuvrer à un nouveau pacte vert de gauche en Europe) ;

- l'amélioration des services publics :
  - la réduction des dépenses d'armement et une dotation plus importante des systèmes de santé, qui doivent être publics et gratuits ;
  - une augmentation de l'impôt sur les grandes sociétés ;
- une meilleure protection des droits des travailleur·euse·s et des migrant·e·s ;
- un accent marqué sur le fait que ce sont les grandes sociétés qui tirent parti de la science et de la technologie, à la différence des populations, qui maintiennent le système grâce à leurs impôts ;
- une confrontation des grandes sociétés pharmaceutiques et la poursuite de notre soutien aux initiatives citoyennes telles que « Right2Cure », en exigeant l'accès de tou·te·s aux vaccins et en obligeant l'UE à mettre fin à la spéculation autour de la pandémie ;
- une sortie de crise en dehors de mesures néolibérales présupposant une plus grande précarité des conditions de travail et une perte de droits pour les travailleur·euse·s.



## Plénière

# **Stratégies pour préserver la paix et la démocratie quand elles sont menacées : combats communs contre l'extrême droite, la militarisation et en faveur d'une véritable démocratie en période de crise mondiale**

Cette session a démontré qu'il existait un espace d'échange et de convergence sur de nombreux points entre les familles politiques, et qu'il est important d'établir des ponts. Tout le monde s'est accordé à dire que la démocratie allait au-delà des processus électoraux et de la représentation parlementaire.

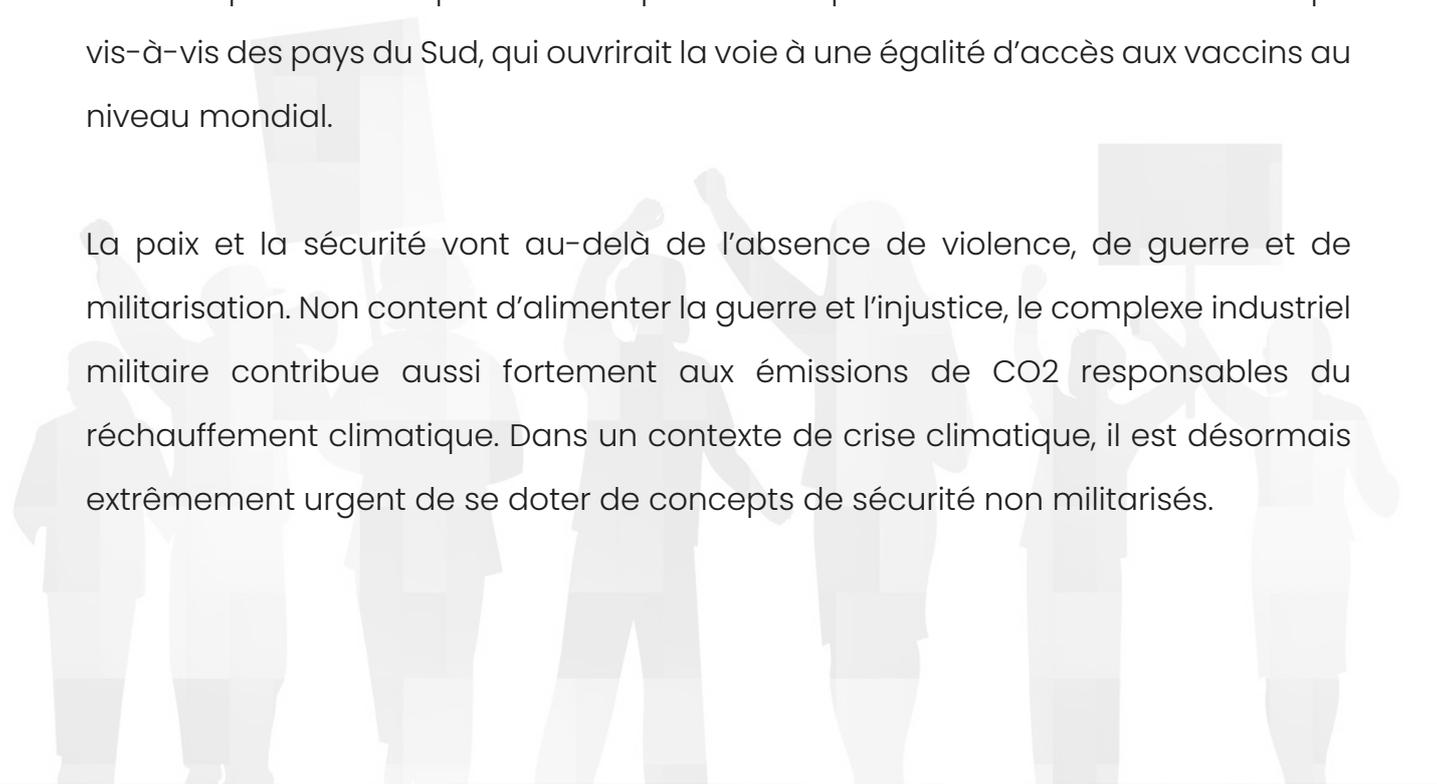
Pendant notre discussion, nous avons tout d'abord évoqué les dangers et les résultats dévastateurs de la politique et des politiques menées sous l'influence de l'extrême droite. Même en Grèce, où la direction du parti néo-nazi Aube dorée est désormais sous les verrous pour avoir créé une organisation criminelle, le gouvernement conservateur actuel continue de proférer des discours d'extrême droite et racistes dès lors qu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques sociales ou migratoires. Cette tendance est observée dans tous les pays européens. Le néofascisme possède de nombreux visages et n'est pas aussi directement visible que ce que nous avons pu connaître.

La démocratie économique et l'égalité sociale, aux côtés de la démocratie de genre, constituent le socle de la société démocratique que nous imaginons. Le passé et le présent nous montrent que le capitalisme financier n'est capable de gérer ni les crises économiques ni les crises politiques. « Ce système n'est pas légitime » a-t-on entendu au cours de l'échange. L'on a insisté sur le rôle clé de la société civile, d'une démocratie « bottom up » et participative et d'une redistribution des pouvoirs. Cela n'implique pas pour autant obligatoirement la nationalisation,



mais plutôt la socialisation des moyens de production. Une démocratie participative et inclusive sur les lieux de travail est donc également cruciale, p. ex. avec une représentation de tous les salariés, quel que soit leur statut au regard de la citoyenneté, au sein des syndicats.

Il a été souligné que, lorsque l'on parle de démocratie sociale, économique et libérale, il ne faut pas négliger la démocratisation de la connaissance et de la science. L'humanité est actuellement confrontée à des crises mondiales telles que le COVID-19 ou le changement climatique. Comme le démontre la pandémie, face à ces problèmes mondiaux, les solutions ne peuvent être que mondiales et ne peuvent être trouvées que si l'on fait passer la vie avant le profit, partout dans le monde. Cela signifie que nous ne devrions pas être gouvernés par des décisions et des décideurs orientés sur le profit, mais au contraire partager la propriété intellectuelle des inventions qui bénéficient à la société, comme les vaccins et les médicaments clés. La connaissance doit devenir un bien commun et nous offrir les outils qui nous permettront d'affronter les crises actuelles et à venir de manière démocratique et solidaire. La pandémie ne doit pas être gouvernée par le profit et partant les brevets sur les vaccins et les médicaments doivent être levés. Il s'agirait là d'une première étape vers une prise de responsabilité minimale de l'Europe vis-à-vis des pays du Sud, qui ouvrirait la voie à une égalité d'accès aux vaccins au niveau mondial.



La paix et la sécurité vont au-delà de l'absence de violence, de guerre et de militarisation. Non content d'alimenter la guerre et l'injustice, le complexe industriel militaire contribue aussi fortement aux émissions de CO2 responsables du réchauffement climatique. Dans un contexte de crise climatique, il est désormais extrêmement urgent de se doter de concepts de sécurité non militarisés.



La problématique écologique, telle qu'elle a été abordée durant le débat, est une question de survie pour l'espèce humaine. En plus des génocides, nous devons aborder l'écocide : notre suicide écologique, dont les pays du Sud sont très peu responsables, mais qui les frappera pourtant le plus durement. De même, la politique migratoire et les droits des réfugiés ne peuvent être abordés que d'un point de vue moral et doivent être analysés comme une question de classe. Dans un système capitaliste mondial, les damnés de la terre ne doivent pas être divisés par nationalité ou statut de citoyenneté. Ils doivent au contraire s'unir pour organiser une transition socio-écologique démocratique sur leurs lieux de travail.

Si le temps imparti ne permettait pas un débat plus approfondi, de nombreuses convergences ont été observées et un consensus a été atteint sur la nécessité d'un nouveau concept décrivant non seulement l'état du monde, mais aussi nos visions d'avenir communes.

## Plénière

### Une décennie pour sauver la planète, que fait-on ?

La composition du panel était représentative de la pluralité nécessaire dans ce Forum, avec plusieurs voix du sud, de l'est et du centre de l'Europe, des partis politiques au pouvoir et de l'opposition, de la société civile, ainsi qu'une voix du Sud.

#### Synthèse de la discussion :

**Hervé Bramy** (Parti communiste français, coordinateur du GT Environnement du PGE, France) a introduit le débat en signalant que la solution au changement climatique ne peut pas être abandonnée aux mains du marché. La solidarité est une nécessité et les forces progressistes doivent jouer un rôle prépondérant.



**Zakia Khattabi** (ministre du Climat, Belgique) a expliqué que le péché originel de l'accord de Paris était de laisser toutes les actions concrètes sous la responsabilité des États membres. Elle a également souligné l'importance des COP, qui constituent le seul forum mondial dans lequel les voix du Sud sont représentées.

**Diego Pary Rodríguez** (ancien ministre des Affaires étrangères, Bolivie) a parlé de démocratie et de justice. De nouveau, lors du scrutin, son parti, le MAS, a remporté une victoire plus éclatante que jamais auparavant sur le fascisme. Les pays en développement et les pays industrialisés doivent exercer des responsabilités communes, mais différenciées. Les pays riches doivent notamment admettre leur responsabilité historique.

**Rossella Muroli** (députée indépendante, membre du Comité environnement, Italie) a fait référence aux personnes, à la prospérité et à la planète. Bien que l'UE ait été instaurée pour gérer de manière conjointe l'acier et le charbon, le moment est désormais venu de placer le changement climatique au cœur de son action. De plus, la fin de l'austérité est une condition pour avancer sur la voie de la justice climatique.

**Urszula Zielińska** (Zieloni, Vice-Présidente du Comité sur l'environnement, Pologne) a souligné que, pour exercer un contrepoids face aux conservateurs, les récits alternatifs jouent un rôle déterminant. Ils devraient insister fortement sur le potentiel que revêtent les énergies renouvelables et l'économie circulaire en matière de création d'emplois.

**Andreu Escrivà** (écrivain et scientifique, Espagne) a manifesté très ouvertement la déception que tou-te-s partagent face aux conclusions de la COP à Glasgow. Les États membres ne sont pas cohérents avec la science. Il a également souligné que la transition écologique requiert plus que des transformations purement techniques : elle présuppose un changement culturel.



## Assemblée de la Culture

### "La question sociale au cœur de la culture"

- La pandémie a, d'une manière générale aggravé les conditions de vie des travailleurs de la culture alors qu'il est largement reconnu qu'ils ont eu un rôle éminemment positif – en particulier les artistes – pendant le confinement.
- La culture doit être considérée comme un bien commun : elle touche tous les secteurs de la vie, elle fédère et unit les peuples. Son rôle dans la lutte contre l'extrême-droite et le racisme est primordial.
- Les interventions ont révélé une grande diversité des situations d'un pays à l'autre, avec des disparités d'autant plus grande si les travailleurs de la culture sont organisés ou non. Ainsi, la question du statut des artistes est posée dans différents pays (y compris au niveau gouvernemental) et totalement absente dans d'autres pays.
- Comme action durant 2022 : 1) mener parallèlement une action pour exiger au niveau européen que les Etats consacrent au moins 2 % de leur PIB pour le budget de la culture ; 2) instaurer un statut européen de base pour les artistes.
- L'assemblée a assisté, en fin de session, à la projection d'un court métrage montrant en quelques images sur fond de musique les conditions d'existence de la population d'origine tzigane dans un quartier déshérité de la ville d'Odz (Hongrie). Ce film réalisé à l'initiative de notre camarade Judit Morva montre comment par la photographie et la musique, sans long commentaire, la culture peut sensibiliser à un problème sociétal concret.

## Assemblée des jeunes

### « Démocratie post-Covid-19 : un débat crucial »

Cher·ère·s camarades, nous sommes heureux de partager ce compte rendu d'une assemblée de jeunes très productive sur le thème de la démocratie dans un monde post-pandémique. Pour garantir que chacun·e ait l'occasion de prendre directement la parole, nous avons subdivisé cette assemblée en quatre sessions abordant chacune un volet différent de la démocratie. Nous avons notamment discuté de sujets tels que l'autodétermination, le lien entre les choix individuels et l'action collective, la menace des mouvements d'extrême droite en Europe et les droits des jeunes en Europe.

Il est inutile de souligner à quel point la question de la démocratie joue un rôle déterminant dans la crise actuelle que traverse l'Union européenne (UE). Une question a cependant retenu tout spécialement notre attention : les démocraties d'Europe occidentale recèlent une multitude de contradictions qui affectent les conditions de vie de la jeune génération.

Quelle que soit la perspective, un constat s'est imposé à l'issue de notre débat : en Europe, le militantisme, y compris en mode virtuel, et l'organisation d'actions au niveau local sont nécessaires pour résoudre les problèmes actuels.

Mais comment y parvenir ? La solution s'appuie sur les éléments suivants : il faut un espace commun pour stimuler les échanges avec les organisations de jeunes de toute l'Europe. Nous avons besoin d'espaces où nous pourrions assurer le suivi de notre travail, repenser le militantisme et comprendre ce qui a fonctionné ou pas pour ainsi atteindre un même objectif : pousser les personnes à œuvrer à



l'amélioration de leurs conditions matérielles de vie. En y comparant les situations, nous pourrions cartographier les principaux problèmes et disposer d'une boîte à outils commune regroupant les informations, les propositions et les analyses utiles à chaque organisation pour changer la société. Nous remercions les organisateur·rice·s de ce Forum européen, qui nous ont livré un avant-goût de ces idées à l'occasion de cette assemblée des jeunes 2021 !

Nous devons consolider les droits déjà garantis aux jeunes, renforcer la solidarité avec les travailleur·euse·s, les étudiant·e·s et les plus faibles, dans le but d'aboutir à une déclaration commune des jeunes européen·ne·s. Les jeunes sont l'avenir, et nous ne permettrons pas qu'il soit scellé dans l'exploitation et la précarité. Nous rêvons d'une vie meilleure, et nous voulons y parvenir aux côtés des jeunes d'Europe.

Aussi, pour l'année prochaine, l'assemblée des jeunes a confié une mission au réseau des jeunes de la Gauche européenne : bâtir une campagne des jeunes européen·ne·s axée sur une meilleure compréhension de ces enjeux. Les développements de cette campagne pourront être présentés lors du prochain Forum européen.

Le lancement de cette campagne doit toutefois s'appuyer sur un solide réseau de jeunes et sur la mise en place d'un lieu d'échange plus large permettant de débattre de l'état de nos démocraties et des besoins de notre génération.

Nous proposons donc d'injecter, dans nos démocraties, les bons anticorps contre un avenir d'exploitation, de précarité et d'individualisme. Des anticorps que nous produirons grâce à notre combat pour nos droits, aux côtés des jeunes européen·ne·s.

À cette fin, en toute modestie, nous faisons appel à votre soutien.



## Assemblée des femmes

### « L'avancée de l'extrême droite et les droits des femmes »

Cette assemblée intitulée « L'avancée de l'extrême droite et les droits des femmes » a été introduite et modérée par Cristina Simo, responsable des questions liées au féminisme au sein du PCE.

Elle s'est déroulée en deux parties distinctes.

La première a tenté de mettre en évidence la manière dont les droits des femmes sont systématiquement contestés.

Les intervenantes étaient Michelle Urquiza, une Mexicaine étudiante et militante de l'association « Sororité sans frontières » (Belgique), ainsi que Florencia Urquiza, une Argentine membre de l'organisation féministe Juanita Moro (Argentine) et porte-parole de la campagne nationale pour le droit à l'avortement, et Clara Serra, avocate spécialisée en droits humains et membre de l'association « Stop Violences » d'Andorre.

La deuxième partie cherchait à visibiliser les politiques publiques européennes axées sur l'égalité de genre et l'éradication des violences sexistes.

Parmi les intervenantes figuraient Elena Kountoura, députée européenne du Groupe de LA GAUCHE au Parlement européen pour Syriza, également membre de la Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres et rapporteuse spéciale du rapport sur les conséquences des violences conjugales et des droits de garde sur les femmes et les enfants, ainsi que Clara Alonso, directrice de la communication au ministère espagnol de l'Égalité et membre du secrétariat des questions institutionnelles au PCE, et Maria Karamessini, professeure en sciences sociales et politiques au département de politique sociale de l'Université Panteion, docteure en économie et membre du secrétariat de Syriza pour la section femmes et genre.



Les débats des deux sessions ont souligné avec insistance que, face aux politiques misogynes des droites et de l'extrême droite, la Gauche doit, de manière prioritaire, défendre et promouvoir des mesures qui s'attaquent aux inégalités et éradiquent les violences sexistes et les féminicides en Europe.

Il est essentiel de combattre toutes les violences que nous, les femmes, subissons, qu'elles soient sexuelles, physiques, psychiques, économiques, sociales, institutionnelle et vicariante, en tenant compte des différentes formes d'oppression exercées sur nous pour des motifs de classe, de race et d'orientation sexuelle. L'oppression, sous toutes ses formes, est un facteur d'inégalité, notamment parmi les femmes migrantes, qui sont les plus touchées.

La session a relevé que, dans des pays tels qu'Andorre, pourtant présenté comme un paradis pour les touristes, les droits humains des femmes sont constamment bafoués et menacés avec la complicité de l'évêque de la Seu d'Urgell (Espagne) et du président de la France, qui occupent la fonction de coprinces d'Andorre et sont donc les chefs de l'État.

Nous dénonçons que, depuis des années, tous deux détournent le regard face aux violations telles que la criminalisation et la persécution du droit à l'avortement et de ses défenseur·euse·s. Nous condamnons également la violation des droits des travailleuses saisonnières, un collectif constitué principalement de migrantes provenant de pays appauvris.

Les droits des femmes ne peuvent pas être instrumentalisés en tant que monnaie d'échange, comme cela s'est produit en Belgique, qui, afin de former son gouvernement, a renoncé à l'extension du délai pour pratiquer une interruption de grossesse. De surcroît, cette situation se produit dans la capitale de l'Europe des libertés.





Nous dénonçons que l'Union européenne (UE) compte encore des États membres n'ayant pas ratifié la Convention d'Istanbul, socle de la lutte contre la violence sexiste.

Nous devons défendre les politiques publiques en matière de soins. L'État doit s'occuper de la prise en charge de nos conditions d'existence.

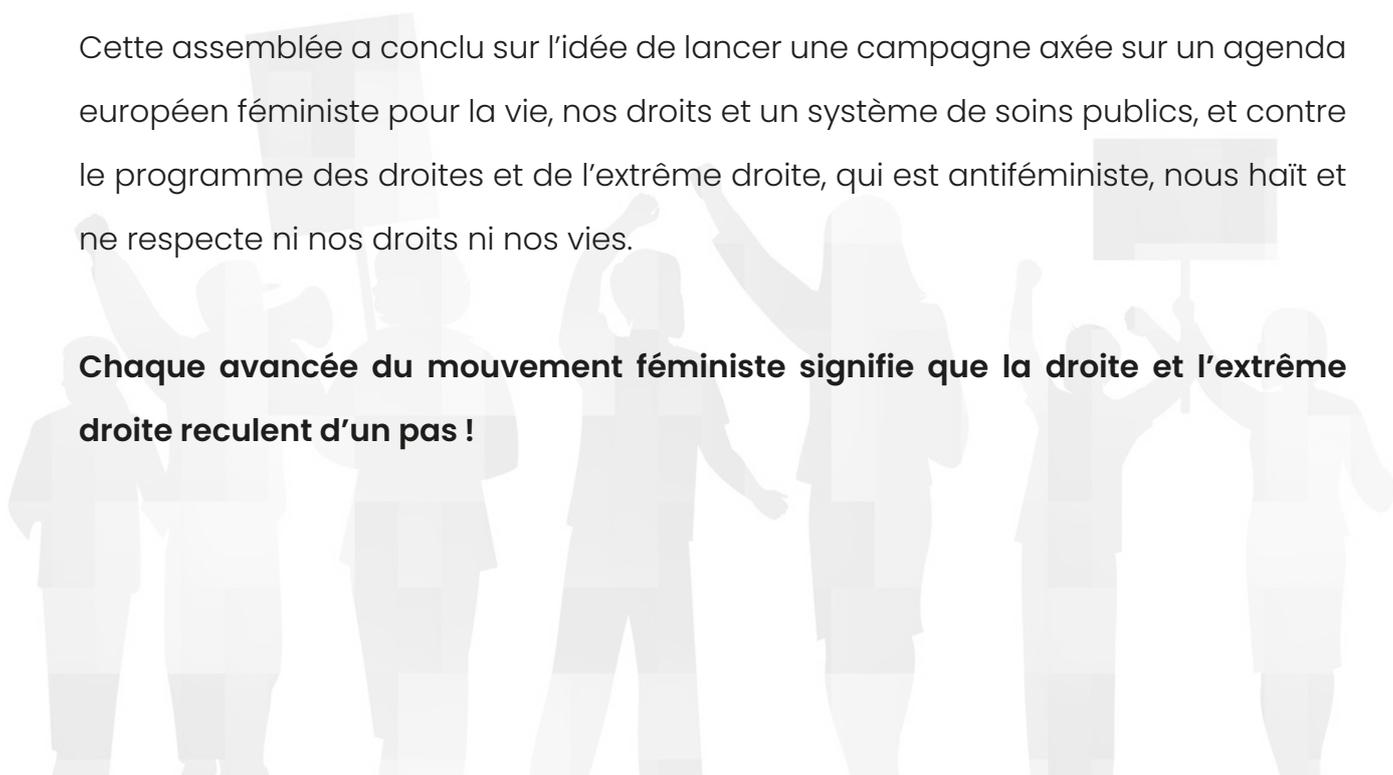
Nous réclamons une augmentation des salaires des femmes pour garantir leur pleine égalité avec les hommes.

Nous préconisons également des politiques qui créent des emplois pour les femmes et mettent un terme au travail illégal.

Nous exigeons que le travail des soins non rémunéré soit partagé de manière équitable entre les hommes et les femmes et que des droits tels que l'avortement libre et gratuit soient inscrits dans les constitutions en tant que droit fondamental des femmes.

Cette assemblée a conclu sur l'idée de lancer une campagne axée sur un agenda européen féministe pour la vie, nos droits et un système de soins publics, et contre le programme des droites et de l'extrême droite, qui est antiféministe, nous haït et ne respecte ni nos droits ni nos vies.

**Chaque avancée du mouvement féministe signifie que la droite et l'extrême droite reculent d'un pas !**



## Assemblée des syndicalistes

# « Réfléchir sur l'avenir de l'Europe : un nouveau contrat social pour le 21<sup>e</sup> siècle »

Le 27 novembre 2021, 25 personnes de 16 organisations se sont réunies de 16 à 18 heures.

Les débats ont fait ressortir un certain nombre de questions identifiées comme des éléments clés des changements que l'Europe doit assumer si nous voulons nous ériger à l'avenir en modèle :

- Les nouvelles modalités d'exploitation des travailleur-euse-s instaurées ces dernières années ont très sérieusement aggravé l'incidence de la pandémie;
- Nous observons une racialisation de la pauvreté en pleine expansion;
- La tendance généralisée à l'individualisation des relations de travail représente une attaque directe contre les syndicats et porte atteinte à leur développement;
- La croissance verte (l'écologisation du travail) constitue un défi et une opportunité pour l'action syndicale : certains emplois seront créés alors que d'autres seront remplacés ou redéfinis;
- Le travail sur les plateformes virtuelles et les algorithmes au travail sont devenus une menace pour les relations professionnelles qu'il faut désactiver;
- La décentralisation des relations professionnelles normalise certaines pratiques négatives de négociation et met en péril la négociation sectorielle;

- Les jeunes sont de plus en plus occupé·e·s dans des emplois précaires ; il·elle·s méritent de bénéficier du droit à un salaire et à des conditions de travail décentes sur un pied d'égalité ainsi que d'un niveau élevé de protection sociale.

L'assemblée a relevé que la participation des syndicats, telle qu'elle a été constatée lors de cette réunion, est un point à améliorer.

Sur la base de ces considérations, elle a convenu du plan d'action suivant à proposer au Forum européen en vue de sa mise en œuvre :

L'assemblée des syndicalistes du Forum européen 2021 reconnaît que l'impact de la pandémie a mis en lumière les inefficiences et les inégalités propres au capitalisme : il n'est ni possible ni souhaitable de revenir à l'« ancienne normalité ».

Pour cette raison, cette assemblée propose que le Forum mène une étude d'impact de la pandémie sur les salaires et les relations professionnelles en Europe, qui sera centrée, en particulier, sur les inégalités et la pauvreté.

Pour mener à bien cette tâche, nous recommandons que ce Forum crée un groupe de travail chargé de coordonner les différent·e·s acteur·rice·s et autorisé à constituer un groupe « ad hoc » ou à s'appuyer sur le réseau actuel de l'aile gauche du syndicat européen.

En conclusion, cette assemblée recommande que le Forum européen soit plus visible lors des événements organisés par les syndicats, notamment à l'occasion de la fête du Travail.

Par ailleurs, l'assemblée a suggéré d'organiser une formation sur les divers modèles de syndicalisme en Europe.

